

Ban Saint-Jean : menace sur le camp

De 1941 à 1945, entre **20 000 ET 30 000 PRISONNIERS SOVIÉTIQUES, PRINCIPALEMENT UKRAINIENS, PÉRIRENT, LEURS CORPS ENTASSÉS DANS UN CHARNIER**, au Ban Saint-Jean, une ancienne base arrière fleurie de la ligne Maginot située **À 5 KM DE BOULAY**, transformée en camp de transit sordide par les nazis. Ce passé tragique et peu connu refait surface aujourd'hui suite à **LA DIFFUSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX PAR DE JEUNES LANCEURS D'ALERTE DE PHOTOGRAPHIES DU SITE DÉBOISÉ** pour accueillir **UN PARC PHOTOVOLTAÏQUE ET ÉOLIEN** à deux pas du mémorial. Un projet qui indigné et inquiète.

Au Ban Saint-Jean, ils forment désormais une immense allée. Ils ? Des milliers d'arbres couchés, les uns sur les autres, « *empilés comme des corps...* » Depuis quelques jours, cette image ne quitte plus la tête de Chrystalle Zebdi Bartz, 22 ans. Elle est retournée sur place, la veille du reconfinement. Pour constater par elle-même. Voir les anciennes maisons des officiers désormais dénudées, dissimulées et grignotées, il n'y a pas si longtemps encore, par un épais manteau de végétation depuis l'abandon du camp par les derniers militaires à la fin des années 80, avant que le Ban Saint-Jean ne sombre peu à peu dans l'oubli.

Chrystalle a marché. Au milieu des troncs enchevêtrés formant cette drôle de haie d'horreur, jusqu'à la stèle du mémorial franco-ukrainien érigée après le début des années 2000 suite à un long travail mené pour réhabiliter le passé tragique du Ban. Construit au milieu des années 30, ceinturé par la forêt, l'ensemble d'une centaine d'hectares comprend un camp et des pavillons destinés à héberger les officiers du 146^e Régiment d'infanterie de forteresse (RIF). Il doit servir de relais à la ligne Maginot, pour accueillir les blessés et faciliter l'envoi de troupes fraîches au front. Isolé, austère, le site se transforme avant guerre en « *cité fleurie* », avec la plantation de 3 500 « roses Maginots », fruit d'une souscription nationale. Rattrapé par l'histoire, le Ban change de main et devient d'abord un camp de détention pour prisonniers français. Un certain François Mitterrand y séjourne, avant de s'évader.

Passé décomposé

L'invasion de l'Union Soviétique par la Wehrmacht précipite sa funeste destinée, le 22 juin 1941. Le camp devient un « stalag » : entre 300 000 et 320 000 prisonniers soviétiques, principalement ukrainiens, affectés dans les mines de fer et de charbon lorraines, y transitent entre 1941 et 1944. **Absence de soins, maladies, famine... À la libération, on décompte 204 fosses communes.** Le charnier renfermerait plus

de 20 000 victimes, « *mortes dans l'anonymat* » et commémorées chaque année par les Ukrainiens survivants. Une démarche patriotique que l'URSS ne tolère pas. Sur fond de tensions géopolitiques, trois campagnes d'exhumations ont lieu en 1979 et 1980 : 2 879 corps rejoignent une nécropole soviétique dans l'Oise. Le cimetière disparaît. L'armée française utilise le site jusqu'en 1981 et les dernières familles déménagent quelques années plus tard. La mémoire s'effrite.

Des boues aux éoliennes

En 2000, un projet d'usine d'incinération de boues de station d'épuration fait remonter les souvenirs enfouis. La mobilisation initiée par Gabriel Becker, historien auteur de trois ouvrages sur le camp, porte ses fruits. L'AFU, association franco-ukrainienne pour la réhabilitation du charnier du Ban Saint-Jean, naît quatre ans plus tard et fait installer une stèle en mémoire des victimes. Originaire de Freyming, Chrystalle, qui travaille au Centre National pour la Paix à Verdun et est aussi guide amateur au fort du Bambesch, en fait partie. **En 2016, la commune de Denting rachète le camp à l'armée pour l'euro symbolique dans l'objectif d'y implanter un parc photovoltaïque et éolien**, avec la société Nordex France. Un temps en suspens, retoqué en 2018 par la Préfecture pour son impact sur la faune et la flore, le projet passé depuis de huit à six éoliennes, qui s'était vu aussi presque fait oublier, vient brutalement de devenir très, trop concret.

Sur la toile, mobilisation générale

Révélees sur la page Facebook « Les Carnets de Moselle Est », les images du Ban déboisé ont rapidement fait le tour de la Toile. « *Ça m'a révoltée*, témoigne Chrystalle, *nous sommes ici au-dessus d'une vaste nécropole. Combien de corps sont encore sous terre ? Des ossements ont déjà refait surface.* » Membre de nombreux réseaux, la jeune femme alerte les députés mosellans – Christophe Arend a apporté son soutien –, l'ex-secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, Jean-Marc Todeschini, le Souvenir Français et fait bouger ses contacts.

L'information circule en masse sur les réseaux sociaux et suscite un nombre



La cité des Officiers du Ban Saint-Jean aujourd'hui. Ci-dessous, Chrystalle, Alexis et Antoine.

incroyable de réactions indignées. Antoine Krutten, 25 ans, dirige le collectif des « *Historateurs* », qui met en avant les histoires et lieux oubliés de la Seconde Guerre mondiale à travers des articles et vidéos suivis par une communauté de 21 000 personnes. **Celui publié sur le Ban Saint-Jean a été partagé 2 400 fois, commenté 700 fois et « vu par 264 000 personnes ».** « *Il y a eu un élan incroyable, notamment des jeunes. D'ordinaire sur notre page, nous essayons d'être impartiaux, neutres, c'est rare que l'on s'engage. Là, nous ne pouvions pas. Je me considère un peu comme un lanceur d'alerte. Les gens ne comprennent pas que l'on puisse installer des éoliennes ici, et abatte aussi des arbres centenaires.* »

Cette stupeur, Alexis Oudard la partage lui aussi et elle le touche doublement. À 25 ans, le jeune gendarme gère la page « Metz en Guerre » qui compte plus de 6 000 membres, est passionné d'histoire également et **arrière-petit-fils du Sergent Chef Adrien Fabrègue, stationné au Ban Saint-Jean.** Il est aussi retourné sur place la semaine dernière, avec sa mère, pour tenter de retrouver la maison de son aïeul dans un décor désormais lunaire, passé de Pripyat à Nagasaki. « *Il y avait une trentaine de personnes sur place. Toutes avaient entendu parler de cette histoire via les réseaux sociaux. Des gens la découvrent*



aujourd'hui. Ce lieu fait partie de la mémoire mosellane et ukrainienne », de celle de sa famille aussi. « *On ne construit pas des éoliennes sur un cimetière. Quel message va-t-on trans-*

mettre ? Quel message vais-je transmettre à mes enfants ? Sans vestiges, il n'y a plus rien. »

Gaël Formentin

LE POINT DE VUE DE L'AFU

Chrystalle, Antoine, Alexis... Les trois jeunes passionnés militent, sinon pour l'abandon du projet, pour « *faire de ce site un vrai endroit mémorial* ». « *Nous devons voir plus loin* », considère Chrystalle, « *on emmène les enfants au Struthof, pas au Ban Saint-Jean, c'est dommage. Pourtant ce qui s'est passé ici est terrible.* » L'AFU, association franco-ukrainienne qui s'était battue à l'époque contre le projet de station d'épuration, est aujourd'hui plus mesurée. Le 26 octobre, ses membres ont pris position à l'unanimité contre le projet éolien, mais ne se prononcent pas contre le parc photovoltaïque qui « *laisse la possibilité de pérenniser le site en le sécurisant, tout en sauvegardant des immeubles du passé tel que le château d'eau, quelques maisons hors de la zone du charnier, parking, chemin pédagogique et stèle* », encore dans le giron de l'État.